

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2978

[C - 99/21299]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret portant assentiment de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, signé à Bruxelles le 8 octobre 1998, annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Note

(1) *Session 1998-1999.*
Documents du Conseil 449 (1998-1999) n^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du
Discussion. — Vote.

Accord de coopération relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel

Exposé des motifs

L'objectif général du Ministre de la Justice est de faire respecter et d'appliquer la loi, de prévenir la récidive et de promouvoir la (ré)insertion du délinquant dans la société tout en évitant la stigmatisation.

L'objectif général du Ministre wallon de la santé est de promouvoir le bien-être, la santé et l'épanouissement harmonieux des personnes et d'éviter qu'il y soit portée atteinte.

Cet accord de coopération se fonde sur une concertation et un consensus à propos du groupe-cible, de l'organisation, et des moyens. Cette coopération tient compte de la répartition des tâches en fonction des compétences spécifiques des parties concernées.

La coopération vise en particulier l'application de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard des mineurs. Aux termes de cette loi, l'avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels est requis avant toute décision de libération conditionnelle d'un condamné ou la libération à l'essai d'un interné. La libération conditionnelle du condamné est soumise à l'obligation de suivre une guidance ou un traitement dont la décision de libération détermine les modalités et la durée.

Ces dispositions légales sont inscrites dans la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération Conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, dont le Roi fixera la date d'entrée en vigueur.

Cet accord de coopération s'étend également aux auteurs d'infractions à caractère sexuel à l'égard desquels une guidance ou un traitement se justifie. Le Ministre de la Justice et le Ministre wallon de la santé s'efforcent de développer cette coopération. Les Ministres concernés s'engagent à reconnaître des équipes de santé spécialisées notamment dans la guidance et le traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Cette collaboration est de nature comparable à l'accord conclu, le 9 février 1994, entre le Ministre de la Justice et le Ministre de la Communauté française chargé de l'aide sociale aux justiciables, relatif à la coopération en milieu pénitentiaire et en Défense sociale.

Article 2

On entend par auteur d'infractions à caractère sexuel toute personne ayant enfreint les articles 372 à 386^{ter} inclus du Code pénal.

Aperçu des différents cadres légaux.

1° La procédure de Libération conditionnelle des condamnés :

Le régime de Libération conditionnelle (LC) trouve son fondement dans la loi Lejeune de 1888, modifiée par la nouvelle loi sur la Libération Conditionnelle du 5 mars 1998. La perspective d'une LC, transition entre la privation de liberté et la libération, peut motiver le condamné à modifier son comportement.

Dans le cadre de la loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard de mineurs, l'obtention d'une LC requiert l'avis d'un service spécialisé. Cet avis est formulé par les équipes psychosociales pluridisciplinaires spécialisées des établissements pénitentiaires.

Le libéré conditionnel doit être également soumis à l'obligation de suivre une guidance ou un traitement.

L'article 3, § 3, 4° et l'article 4, § 5, alinéa 3 de la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, prévoient des obligations analogues.

La LC est un mode d'exécution de la peine soumis au contrôle d'un assistant de justice chargé de guider le libéré conditionnel et de veiller au respect des conditions imposées. Cet assistant de justice rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance à l'intention des autorités compétentes qui, le cas échéant, peuvent révoquer la LC.

2° Procédure de libération des anormaux et délinquants d'habitude:

a) Les internés :

La loi de Défense sociale du 1^{er} juillet 1964 à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, se fonde sur l'idée que les délinquants reconnus irresponsables de leurs actes doivent être soignés plutôt que punis. Cette loi poursuit également un objectif de protection de la société.

La libération des internés peut être précédée de congés ou d'une libération à l'essai. Cette décision est prise par la Commission de Défense sociale composée de trois membres : un magistrat actif ou émérite exerçant la présidence, un avocat et un médecin. Le Procureur du Roi assiste à la réunion avec voix consultative. Cette Commission décide de la libération à l'essai et en fixe les conditions.

La loi du 13 avril 1995 relative aux abus sexuels à l'égard de mineurs exige qu'un avis soit donné par un service spécialisé dans la guidance ou le traitement. Cet avis doit être formulé par les équipes psychosociales spécialisées au sein des établissements pénitentiaires ou de Défense sociale.

Aux termes notamment de l'article 20 de la loi du 1^{er} juillet 1964, la libération à l'essai doit être assortie d'une tutelle médicale et sociale. La tutelle sociale est généralement assurée par un assistant de justice. La tutelle médicale est prise en charge par un spécialiste, par un service de santé mentale ou par une section d'institution psychiatrique, agréés par la Communauté/Région.

La préparation et le suivi de la libération à l'essai sont assurés par un assistant de Justice dont le rapport est adressé à la Commission de Défense sociale dont dépend l'intéressé.

b) Les condamnés mis à la disposition du gouvernement :

La loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, étend le nombre de possibilités de mise à disposition du gouvernement d'un condamné.

Cette extension vise les auteurs d'infraction à caractère sexuel.

Un auteur d'infraction à caractère sexuel à l'égard d'un mineur qui fait par ailleurs l'objet d'une mesure de mise à disposition du gouvernement ne peut être libéré par le Ministre de la Justice que sur avis spécialisé. En outre, la libération de l'intéressé peut être assortie de l'obligation de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service ou d'une personne désignée par le Ministre de la Justice.

3° Suspension et sursis probatoire.

En vertu de la loi du 29 juin 1964 et du 10 février 1994, le juge peut éviter de prononcer une peine d'emprisonnement effectif par le biais de la suspension du prononcé de la condamnation. Il peut également, en cas de condamnation, décider du sursis à l'exécution de la peine. Ces mesures peuvent s'accompagner de conditions particulières pour une période d'un à cinq ans (suspension et sursis probatoires).

A la requête de l'inculpé ou avec son accord, le magistrat peut faire procéder, par un assistant de justice, à une enquête sociale sur son comportement et son milieu. Cette enquête est obligatoire en cas de Travail d'Intérêt général (TIG).

La Commission de Probation du domicile de l'intéressé veille à l'exécution de celle-ci. Il existe une Commission de Probation dans chaque arrondissement judiciaire, composée d'un président (magistrat du siège), d'un avocat et d'un fonctionnaire. Le Procureur du Roi assiste aux réunions avec voix consultative.

La Commission désigne l'assistant de justice qui veillera au suivi de la mesure et établira un rapport, au moins tous les trois mois, à son intention.

4° Libération sous conditions.

La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive habilite le juge d'instruction à mettre le prévenu en liberté, pour une durée de trois mois, en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions. Cette période d'essai peut être prolongée à une seule reprise et, le cas échéant, les conditions modifiées. Une des conditions peut être de suivre une guidance ou un traitement.

A l'issue de l'instruction judiciaire, le juge du fond saisi peut prolonger les conditions imposées, au plus tard jusqu'au jugement.

Les services de police ou l'assistant de justice veillent au respect des conditions.

5° Médiation pénale :

La médiation pénale (article 216ter du Code d'instruction criminelle) se situe entre un classement sans suite et la poursuite devant un tribunal pénal. Le Procureur du Roi peut proposer quatre types de mesure : la médiation entre l'auteur et la victime, le travail d'intérêt général, la formation et le traitement médical ou thérapeutique. Le présent protocole d'accord de coopération concerne uniquement le traitement médical ou thérapeutique. Si l'auteur satisfait aux conditions imposées, le Procureur du Roi constate l'extinction de l'action publique pour les faits traités dans le cadre de cette procédure.

La mesure ne peut être un traitement médical ou thérapeutique que dans le cas où le lien entre la maladie et l'infraction est invoqué par l'auteur. Ce lien doit être établi par les personnes suivantes : le magistrat en charge de la médiation, le substitut du Procureur du Roi et l'assistant de médiation. Celui-ci essaie de situer la problématique et d'y sensibiliser l'auteur pour déterminer avec lui le traitement médical ou la guidance psychologique et sociale la mieux adaptée. Le Procureur du Roi dresse un procès-verbal de l'accord intervenu en présence de la personne concernée.

L'assistant de justice veillera au respect des accords.

7° Libération provisoire des condamnés :

La libération provisoire est décidée par le Ministre de la Justice. Elle prévoit la suspension de l'exécution de la peine privative de liberté pour les motifs suivants :

- des raisons de santé : décision à caractère exceptionnel fondée sur des raisons humanitaires;
- en vue d'une libération conditionnelle: modalité de transition précédant une LC;
- en vue de l'éloignement du pays: mode de libération, calqué sur la LC, adapté aux étrangers qui doivent quitter la Belgique.
- pour pallier la surpopulation : il s'agit d'une procédure plus souple que la LC s'adressant aux condamnés dont les peines principales et subsidiaires n'excèdent pas trois ans. Ce type de libération peut être appliqué en l'absence de contre-indications et pour autant que les perspectives de réinsertion sociale soient suffisantes. Ces libérations sont décidées par le directeur de la prison, sans avis préalable du Parquet ou de la Commission administrative.

Pour les détenus condamnés du chef d'infraction à caractère sexuel sur des mineurs d'âge, la décision de libération provisoire interviendra au niveau de l'Administration Centrale (Service des Cas Individuels) sur base de l'avis de la direction et de l'équipe psychosociale de la prison. Cet avis comprend, entre autres, un plan de guidance psychologique et social répondant à la problématique du concerné ainsi qu'un plan de reclassement mis au point en collaboration avec l'assistant de Justice.

Article 3

L'examen de personnalité pluridisciplinaire

Les équipes psychosociales se composent de psychiatres, de psychologues, d'assistants sociaux et d'un directeur d'établissement pénitentiaire (criminologue). Chaque prison dispose d'une telle équipe et leurs missions (voir circulaire 1629/XIII du 12 juillet 1994) sont multiples :

— identification des détenus pour lesquels il s'avère indiqué de procéder à une observation, à une guidance ou un traitement (compte tenu du passé psychiatrique, de la nature du délit...) et élaboration d'un plan de détention axé sur la réinsertion et donnant sens à la détention.

Si un traitement spécialisé s'impose ou si le détenu en fait la demande, il peut être fait appel à des professionnels extérieurs relevant de la compétence des Régions ou des Communautés.

— examens de personnalité et formulation d'avis, à l'attention des autorités compétentes, dans le cadre des modalités d'exécution de la peine et de la libération en particulier. Ces évaluations relèvent d'une approche dynamique et pluridisciplinaire situant la problématique dans une perspective évolutive.

Sensibilisation de l'auteur d'infraction à caractère sexuel à sa problématique

Dans ce contexte, les équipes psychosociales spécialisées sont chargées de collaborer à la mise en place d'un programme intrapénitentiaire. Il est important d'assurer cohérence et continuité avec le traitement psychologique et social extra-pénitentiaire, assuré par les équipes de santé spécialisées des Régions. Il conviendra d'impliquer celles-ci pour certains aspects de ce programme.

Article 4

Le service du Ministère de la Justice chargé de la guidance et du contrôle des conditions est dans la plupart des cas le Service Social d'Exécution des Décisions Judiciaires (les assistants de justice).

Missions des assistants de justice

Les assistants de justice :

- communiquent aux équipes de santé spécialisées les informations que les équipes spécialisées, l'auteur d'infractions à caractère sexuel et l'assistant de justice ont estimé, après concertation, nécessaires pour réaliser la guidance ou le traitement de la personne concernée. Il peut s'agir de la décision de l'autorité judiciaire ordonnant le traitement, de l'exposé des faits, de l'extrait du casier judiciaire, de l'enquête de moralité, de l'expertise psychiatrique et de pièces du dossier judiciaire significatives.... Les documents transmis seront spécifiés dans la convention. Ceci ne porte pas préjudice aux compétences des autorités judiciaires qui peuvent estimer qu'un document précis ne peut être communiqué ou peuvent autoriser sa consultation. La personne concernée a le droit de refuser la communication d'une information ou d'un document;

- collaborent avec les équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de Défense sociale;

- prennent en charge les enquêtes et les guidances sociales, imposées par l'autorité compétente (voir art. 1, 2° de l'accord de coopération);

- motivent et soutiennent l'intéressé lors de sa réinsertion dans la société. Ils collaborent avec les centres dépendant des Communautés afin de garantir le droit à l'assistance sociale du concerné;

- veillent au respect des conditions imposées et collaborent, le cas échéant, avec le Parquet et la police;

- veillent à la coordination et à l'intégration de toutes les interventions dans la gestion des cas individuels. En ce sens, les assistants de justice occupent une position-clé en se situant entre les autorités judiciaires, les centres externes et la personne concernés;

- rédigent régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance à l'intention de l'autorité compétente (voir art. 1, 2° de l'accord de coopération), afin que celle-ci puisse individualiser sa décision;

- communiquent des informations à l'équipe de santé spécialisée notamment sur le passé judiciaire de la personne concernée. L'équipe de santé spécialisée lui transmet régulièrement un rapport - tel que défini à l'article 9 du présent accord - sur le déroulement de la guidance ou du traitement;

- expliquent à la personne concernée la portée de la loi et l'aident à comprendre les éléments essentiels de son comportement de délinquant. Ils lui donnent des explications sur la procédure judiciaire en cours et lui offrent la possibilité d'exprimer son avis. Dans ce cadre, l'attention se portera avant tout sur le danger de stigmatisation de la personne concernée et sur sa réinsertion dans la société;

- attirent l'attention de la personne concernée sur les conditions imposées et les conséquences éventuelles d'un non respect de celles-ci. Si une condition imposée s'avère être inutile, trop lourde ou stigmatisante, ils peuvent demander à l'autorité compétente (voir art. 1, 2° de l'accord de coopération) de la suspendre en tout ou en partie ou de l'amender.

Obligation de moyens

L'obligation de moyens cadre les missions et les responsabilités des parties vis-à-vis de la personne prise en charge. Afin que la coopération puisse se dérouler de façon optimale, chaque partie est au courant des droits et des responsabilités de chacun.

Le choix du terme d'obligation de moyens réfère à l'engagement de chacune des parties de tout mettre en oeuvre en vue de promouvoir l'insertion sociale de l'intéressé et de prévenir la répétition d'actes délictueux, dont l'abus sexuel. Ces parties ne peuvent pas garantir le résultat de leur action (contrairement à l'obligation de résultat).

Article 5 et 6

Le Ministre de la Justice vise une politique cohérente et globale à l'égard des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Une collaboration et un réseau de contacts entre les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des prisons sont ainsi essentiels. Les centres d'appui peuvent à ce titre jouer un rôle de soutien aussi bien en ce qui concerne la guidance et le traitement des cas individuels (art.5, 1°) qu'en ce qui concerne l'approche globale et la méthodologie scientifique (art. 5, 2° et 4°). Par ailleurs, ils peuvent également offrir une formation spécifique et mettre leur méthodologie à la disposition des équipes spécialisées.

Les centres d'appui accomplissent également des missions d'avis et de traitement, fondement de la recherche scientifique. La compétence et l'expérience acquises leur permettront d'exercer une fonction de consultant à l'égard des centres spécialisés qui en font la demande.

Article 7

La collaboration entre les services compétents du Ministre de la Justice et du Ministre wallon de la santé, déjà effective sur le terrain, sera formalisée et structurée. Il importe de créer un réseau d'équipes de santé spécialisées dans la prise en charge psychologique et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel. En cas de problèmes de comportement important, un traitement résidentiel peut s'avérer indiqué.

Le Ministre wallon de la santé s'engage à étudier les modalités de création de sections de soins dans des établissements psychiatriques existants, en vue d'une assistance résidentielle.

Les auteurs d'infractions à caractère sexuel peuvent être également envoyés vers des centres d'appui en vue d'une guidance extra-pénitentiaire adaptée à leur problématique.

Article 8

Une équipe pluridisciplinaire se compose de professionnels de la psychiatrie, de la psychologie, de la criminologie ou des sciences familiales, sexologiques ou sociales, y travaillant comme membres permanents ou consultants externes.

Article 9

Mission d'avis

Une des missions des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale est de formuler un avis dans le cadre de la libération conditionnelle, de la libération provisoire ou à l'essai. Au cas où ces équipes jugeraient un avis complémentaire indispensable, ils peuvent s'adresser aux centres d'appui ou à une équipe de soins spécialisée.

Dans les autres hypothèses (liberté sous conditions, suspension et sursis probatoires, médiation pénale), l'autorité compétente peut éventuellement solliciter l'avis d'un centre d'appui ou d'une équipe de soins spécialisée.

Les missions d'avis et les missions de guidance ou de traitement ne devraient pas être confiées, dans l'idéal, à un même service afin d'éviter des conflits de compétences.

Rédaction d'un rapport

L'équipe de santé spécialisée rédige régulièrement un rapport sur le déroulement de la guidance ou du traitement psychologique et social. Ce rapport se limite aux points énumérés à l'article 9.

Signaler des situations présentant un risque sérieux pour des tiers n'entre pas en contradiction avec le principe du secret professionnel, pour autant que l'on puisse parler d'un état d'urgence où des valeurs (morales) supérieures, telle que la protection de la société, entrent en conflit avec l'obligation absolue de confidentialité (Cass. 13.5.1987).

La personne en charge du dossier doit évaluer le degré de gravité de cet état d'urgence. Elle doit examiner deux intérêts contradictoires, à savoir son secret professionnel et le danger pour des tiers. Si elle estime qu'il existe une situation présentant un risque sérieux pour des tiers et que la prise en charge n'offre pas d'issue à cette situation, elle en informe l'assistant de justice. Ce dernier évalue la situation et rédige un rapport à l'intention de l'autorité compétente (voir art. 1, 2° de l'accord de coopération). Il incombe à celle-ci de prendre des mesures en vue de la prévention de la récidive.

L'article 7, dernier alinéa, de la loi du 5 mars 1998 relative à la Libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964, prévoit un droit d'information en cas d'interruption de la guidance ou du traitement, ou de difficultés dans son exécution.

Le justiciable a pris connaissance des accords concernant ce partage d'informations lors de la signature commune de la convention.

Enregistrement et Etudes scientifiques

En vue de l'exécution d'études scientifiques et de l'évaluation de la politique préventive, il est souhaitable que les équipes spécialisées à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pénitentiaires collaborent à un modèle d'enregistrement des données relatives à la guidance et au traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel.

A cette fin, un réseau d'équipes spécialisées se concertera et établira, en collaboration avec les centres d'appui, un modèle d'enregistrement et une méthode générale d'évaluation axée spécifiquement sur les auteurs d'abus sexuels. Les modalités pratiques et éthiques seront élaborées en conformité avec la législation sur la protection de la vie privée et approuvées par la Commission d'accompagnement décrite à l'article 12 de l'accord de coopération.

Article 10

Les autorités judiciaires compétentes ne peuvent imposer à une équipe de soins spécialisée de la Région une guidance ou un traitement psychologique et social d'un auteur d'infractions à caractère sexuel. En cas de refus, elles chercheront une autre solution. L'exigence de continuité d'un tel suivi requiert une concertation entre intervenants concernés.

Article 12

L'évaluation annuelle de cet accord de coopération doit permettre d'adapter les efforts entrepris dans la perspective d'une approche cohérente et coordonnée de la problématique des auteurs d'infraction à caractère sexuel.

A cette fin, le comité d'accompagnement peut organiser un audit externe en vue d'une évaluation concrète du déroulement des prises en charge dans la pratique.

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne concernant la guidance
et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel**

Vu l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o et 2^o, et II, 7^o, modifié par la loi du 8 août 1988, et l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6^o;

Vu la loi du 31 mai 1888 portant sur la libération conditionnelle et la loi du 9 avril 1930, telle que modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, modifiées par la loi du 13 avril 1995, en particulier les articles 6, 7 et 8 concernant l'abus sexuel à l'égard des mineurs;

Vu la loi du 5 mars 1998 concernant la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, en particulier les articles 3, § 3, 4^o, article 4, § 5, alinéa 3, et 7, alinéas 3 à 5 inclus;

Considérant la problématique spécifique des auteurs d'infraction à caractère sexuel et la nécessité qui en découle de ne pas limiter la collaboration aux abus sexuels à l'égard des mineurs;

Considérant que la nécessité de créer un cadre permettant de guider l'évolution personnelle, relationnelle et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel et de favoriser leur réinsertion afin d'éviter la répétition de l'abus sexuel, en particulier à l'égard de mineurs, requiert une collaboration structurelle entre l'Etat fédéral et la Région wallonne;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de la Justice,

et

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

en fonction de leurs compétences respectives, ont conclu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1^o équipes psychosociales spécialisées : équipes pluridisciplinaires intra-pénitentiaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

2^o autorité compétente : en fonction des différents cadres juridiques repris à l'article 2 et suivant le moment de l'intervention, désigne le Ministre de la Justice, la Commission de défense sociale, la Commission de probation, l'autorité judiciaire et la Commission de libération conditionnelle;

3^o centres d'appui : centres qui assurent un appui aux équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la guidance ou le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel et ce, à l'intérieur ou à l'extérieur du milieu carcéral;

4^o équipes de santé spécialisées : équipes pluridisciplinaires externes spécialisées dans la guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

5^o assistant de justice : fonctionnaire du Ministère de la Justice chargé du contrôle et de la guidance sociale extra-pénitentiaire. Anciennement dénommé assistant social externe, assistant de probation ou assistant de médiation;

6^o convention : accord écrit conclu entre l'assistant de justice, l'auteur d'infractions à caractère sexuel et le représentant de l'équipe de santé spécialisée chargée de la guidance ou du traitement. Il porte sur les moyens à mettre en œuvre sans obligation de résultats;

7^o équipes spécialisées : équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infractions à caractère sexuel visées aux 1^o et 4^o;

8^o comité d'accompagnement : comité chargé d'évaluer l'exécution et les termes du présent accord de coopération;

9^o Ministre wallon de la Santé : Ministre du Gouvernement wallon ayant la Santé dans ses attributions.

Art. 2. La coopération porte sur le suivi des auteurs d'infractions à caractère sexuel, dénommés ci-après la personne concernée, visés aux articles 372 à 386ter inclus du Code pénal et relevant des dispositions légales contenues dans :

1^o la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle;

2^o la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964;

3^o la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4^o la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

5^o l'article 216ter du Code de procédure pénale concernant la médiation pénale;

6^o la loi du 5 mars 1998 sur la libération conditionnelle modifiant la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964;

7^o les circulaires ministérielles réglant la libération provisoire.

Art. 3. Le Ministre de la Justice installe dans un certain nombre d'établissements pénitentiaires et établissements ou sections de défense sociale des équipes psychosociales spécialisées.

Le Ministre wallon de la Santé fait de même dans au moins un établissement hospitalier et maison de soins psychiatriques placés sous son autorité.

Ces équipes psychosociales spécialisées sont investies des missions suivantes :

1^o l'accomplissement d'examen de personnalité pluridisciplinaires ;

2^o la mise en œuvre d'un programme intrapénitentiaire de guidance préthérapeutique en préparation à la guidance ou au traitement post-pénitentiaire ;

3^o la formulation d'avis dans le cadre de la libération conditionnelle de condamnés et de la libération à l'essai d'internés à l'intention des autorités compétentes;

4^o la collaboration et la concertation avec les centres d'appui et les équipes de santé spécialisées;

5^o la collaboration à la mise en place d'un modèle d'enregistrement de données tel que visé à l'article 9, 5^o;

La liste de ces équipes psychosociales spécialisées est annexée au présent accord de coopération. Le Ministre de la Justice et le Ministre wallon de la Santé se communiqueront réciproquement toute modification éventuelle de cette liste, dans les meilleurs délais.

Art. 4. Les assistants de justice sont investis des missions suivantes :

- 1° communiquer aux équipes de santé spécialisées toutes les informations nécessaires à la réalisation d'une guidance ou d'un traitement adaptés à la problématique de l'auteur d'infraction à caractère sexuel;
- 2° se concerter au préalable avec les équipes de santé spécialisées concernant la possibilité d'une guidance ou d'un traitement extra-pénitentiaire dans le cadre d'une libération conditionnelle ou d'une libération à l'essai;
- 3° veiller à l'inscription préalable des engagements en matière de guidance ou de traitement extra-pénitentiaire dans une convention, conformément au modèle annexé, cosignée par la personne concernée, le représentant de l'équipe de santé spécialisée et l'assistant de justice;
- 4° guider et motiver la personne concernée pour laquelle respecte les conditions imposées et veiller au respect de celles-ci;
- 5° coordonner la concertation régulière entre les différents intervenants ayant en charge la guidance psychologique et sociale ou le traitement de la personne concernée;
- 6° rédiger un rapport quant à la personne concernée destiné à l'autorité compétente dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions imposées. Et, ensuite chaque fois qu'ils l'estiment utile ou que l'autorité compétente les y invite, et au moins une fois tous les six mois. Le cas échéant, ils proposent les mesures qu'ils jugent nécessaires;
- 7° en cas d'extrême urgence, faire directement rapport au Procureur du Roi et en informer l'autorité compétente;
- 8° collaborer à la mise en place d'un modèle d'enregistrement tel que visé à l'article 9, 5°.

Art. 5. Le Ministre de la Justice s'engage à subventionner des centres d'appui investis des missions suivantes :

- 1° remplir une fonction de consultant à la demande des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- 2° mettre des informations scientifiques à la disposition du personnel des équipes spécialisées et des assistants de justice;
- 3° mettre à la disposition du personnel des équipes spécialisées et des assistants de justice, un soutien logistique pour le diagnostic et le traitement;
- 4° réaliser des recherches scientifiques notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et des assistants de justice, tel que cité à l'article 9, 5°;
- 5° contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'intention des équipes spécialisées et des assistants de justice, en concertation avec ceux-ci ;
- 6° collaborer à des actions d'information à la demande du Ministre de la Justice et à celle des Ministres signataires du présent accord de coopération, transmise par le Ministre de la Justice;
- 7° participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leur action et partager informations et expérience;
- 8° recueillir et mettre à disposition toutes les données disponibles relatives à l'évaluation de l'importance de la problématique;
- 9° réunir les rapports annuels d'activité des équipes de santé spécialisées et rédiger un rapport annuel d'activité qui doit être remis aux Ministres signataires du présent accord au plus tard le 31 mars qui suit l'année concernée.

La liste des centres d'appui est annexée au présent accord de coopération. Le Ministre de la Justice communiquera toute modification éventuelle de la liste, dans les meilleurs délais, aux départements compétents de la Région wallonne.

Art. 6. Outre ces missions, les centres d'appui peuvent également accomplir les missions mentionnées à l'article 9, 1°, 2° et 3°.

Dans ce cas, les articles 10 et 11 sont également d'application.

Art. 7. Le Ministre wallon de la Santé reconnaît un réseau d'équipes de santé spécialisées.

La liste des équipes de santé spécialisées est annexée au présent accord de coopération.

Toute modification éventuelle de cette liste sera communiquée, dans les meilleurs délais, au Ministre de la Justice par le Ministre wallon de la Santé.

Art. 8. Les équipes de santé spécialisées répondent au moins aux critères suivants :

- 1° posséder la personnalité juridique ou relever d'un centre possédant la responsabilité juridique;
- 2° disposer d'une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans la guidance ou le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel;
- 3° être capable de mettre en œuvre, sur la base d'un diagnostic précis, des méthodes de traitement, s'appuyant tant sur une expérience clinique que sur des bases scientifiques reconnues au niveau national et international, appropriées aux auteurs d'infractions à caractère sexuel et à leur guidance;
- 4° participer à la formation permanente en matière de guidance ou de traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel, subventionnée ou reconnue par les autorités compétentes et dispensée en Belgique ou à l'étranger;
- 5° être disposées à remplir les missions citées à l'article 9 du présent accord de coopération.

Art. 9. Les équipes de santé spécialisées sont investies des missions suivantes :

- 1° lorsque sollicitées, formuler des avis sur le diagnostic et les possibilités de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel visés à l'article 2, 1° à 7°, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et de défense sociale;
- 2° prendre en charge la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire appropriés des auteurs d'abus sexuels conformément aux termes de la convention signée au préalable. Le nom de l'équipe de santé spécialisée est mentionné dans la décision de l'autorité compétente qui fixe également les conditions;
- 3° adresser un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement à l'autorité compétente et à l'assistant de justice chargé de la tutelle sociale. Le premier rapport sera transmis dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions et ensuite chaque fois que ce service l'estime utile, ou sur l'invitation de l'autorité compétente, et au moins une fois tous les six mois.

Ce rapport aborde les points suivants :

- 1° les dates et heures des rendez-vous fixés;
- 2° les absences non justifiées ;
- 3° la cessation unilatérale du traitement par la personne concernée;
- 4° les situations comportant un risque sérieux pour les tiers.

Ce rapport est tenu à la disposition de la personne concernée. En cas d'extrême urgence et d'impossibilité de joindre l'assistant de justice, rapport peut être directement fait au Procureur du Roi;

4° communiquer au centre d'appui, au plus tard le 15 février qui suit l'année concernée, un rapport annuel d'activité reprenant des données quantitatives et qualitatives en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel à l'intention du Ministre wallon de la Santé. Celui-ci transmet ce rapport au Ministre de la Justice au plus tard pour le 31 mars ;

5° collaborer à un modèle d'enregistrement de données en conformité avec la législation sur la protection de la vie privée du 8 décembre 1992. Ces données sont enregistrées en vue de la recherche scientifique et de l'évaluation de la politique menée en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Les modalités pratiques et éthiques d'enregistrement sont mises au point en étroite collaboration avec les équipes spécialisées, les centres d'appui, les Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire, le Service de la Politique criminelle du Ministère de la Justice ainsi que le comité d'accompagnement.

Art. 10. Une équipe de santé spécialisée a le droit d'opposer son refus à une demande d'avis ou à une mission de guidance ou de traitement auprès de l'autorité compétente. Dans ce dernier cas, une concertation entre le représentant de l'équipe de santé spécialisée, l'assistant de justice et la personne concernée est souhaitable.

Cette concertation est indispensable lorsqu'une de ces trois parties souhaite interrompre la guidance ou le traitement et l'autorité compétente doit en être informée. Dans l'attente de mesures appropriées, la convention initiale reste d'application, avec modifications adaptées à la situation, pour une durée maximum d'un mois.

Art. 11. L'équipe de santé spécialisée peut, pour une raison motivée et avec l'accord de l'autorité compétente, confier, en tout ou en partie, la guidance ou le traitement à un autre service de santé mentale, à un centre d'appui ou à un thérapeute individuel qui puisse apporter la preuve de la spécialisation indispensable. L'accord de prise en charge sera confirmé par écrit auprès de l'autorité compétente qui notifiera également, dans les meilleurs délais, la nouvelle attribution de prise en charge.

Art. 12. Un comité d'accompagnement soumettra l'application du présent protocole de coopération à une évaluation annuelle. Il sera composé de 8 membres dont 4 désignés par le Ministre de la Justice et 4 par le Ministre wallon de la Santé. Pour chacun des membres, un ou deux suppléants seront également désignés.

Ce comité rédigera un rapport à l'intention du Ministre de la Justice et du Ministre wallon de la Santé, dans un délai de trois mois maximum après réception des rapports visés à l'article 5, 8°, et à l'article 9, 4°.

Au moins une fois l'an, une réunion des différents comités d'accompagnement institués dans le cadre des accords de coopération entre l'Etat fédéral et les différentes Communautés/ Régions concernant la guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel, sera organisée au niveau national pour partager expériences et informations, coordonner leur action et formuler des recommandations à l'intention des Ministres cosignataires.

Art. 13. En cas de divergences de vue sur l'application du présent accord de coopération, les litiges seront soumis à une commission de conciliation composée des fonctionnaires dirigeants des Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire et de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé ou de leurs représentants.

Art. 14. Le présent accord de coopération est conclu pour une période d'essai de trois ans. Il sera prolongé annuellement sauf résiliation trois mois avant la fin de la période envisagée sur base de l'évaluation du comité d'accompagnement.

Art. 15. Le présent accord de coopération entre en vigueur 10 jours après la publication au *Moniteur belge* de la loi et du décret approuvant cet accord de coopération.

Fait à Bruxelles en deux exemplaires originaux dont un pour l'Etat fédéral et un pour la Région wallonne, le 8 octobre 1998.

Pour l'Etat fédéral :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexes

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel signé à Bruxelles le 8 octobre 1998.

Annexe I

Liste des centres d'appui

1. de la Région wallonne :
Unité Pilote de Psychiatrie Légale (UPPL)
c/o « Les Marronniers »
Rue Despars, 94
7500 Tournai
Tel. 069/88 83 33
Fax 069/88 83 34

2. de la Communauté flamande :
Universitair Forensisch Centrum (UFC)
c/o Universitair Ziekenhuis Antwerpen
Wilrijkstraat, 10
2650 Edegem
Tel. 03/821 34 38

Annexe II

Listes des équipes spécialisées

Equipes psychosociales spécialisées reconnues par le Ministre de la Justice

1. Francophone
— Prison de Andenne
Rue du Géron 2
5300 Andenne
Tel. 085/82 34 00

— Prison de Jamioulx
Rue Fr. Vandamme 172
6120 Jamioulx
Tel. 071/21 57 87 à 89

— Prison de Lantin
Rue des aubépines
4450 Liège
Tel. 04/239 65 00

— Prison de Marneffe
Rue du sart, 208
4210 Marneffe
Tel. 085/71 02 00

— Prison de Mons
Boulevard Winston Churchill, 24
7000 Mons
Tel. 065/40 28 00

— Etablissement de Défense Sociale de Paifve
Route de Glons
4452 Paifve
Tel. 04/289 36 36

— Prison de Saint-Hubert
Thiers den Born
6870 Saint-Hubert
Tel. 061/61 17 91

2. Néerlandophones
— Penitentiair complex Brugge
Legeweg 200
8200 Sint Andries - Brugge
Tel. 050/45 71 11

— Penitentiair schoolcentrum Hoogstraten

Gelmelstraat 131
2320 Hoogstraten
Tel. 03/314 50 18

— Gevangenis Leuven centraal

Geldenaakse vest 68
3000 Leuven
Tel. 016/31 03 50

— Strafinrichtingen Merksplas

Steenweg op Wortel 1
2330 Merksplas
Tel. 014/63 32 24

Equipes psychosociales spécialisées reconnues par le Ministre wallon de la Santé

— Etablissement de Défense Sociale de Tournai

Rue Despars, 92
7500 Tournai
Tel. 069/88 02 11
Fax 069/88 02 53

— Etablissement de Défense Sociale de Mons

Chemin du Chêne aux Haies, 24
7000 Mons
Tel. 065/38 11 42
Fax 065/38 11 73

Equipes de santé spécialisées reconnues par le Ministre wallon de la santé

Hôpitaux

- Centre Hospitalier Universitaire de Charleroi

Hôpital Vincent Van Gogh
Unité de sexologie - groupe E.P.C.P.
Rue de l'hôpital, 55
6030 Marchienne
Tel. 071/29 30 06 (26)
075/83 15 59
Fax 071/29 29 12
29 30 13

— Hôpital « Les Marronniers »

« Les Jasmins »
Rue despars, 92
7500 Tournai
Tel. 069/88 04 54 (52)

Services de Santé mentale

En Province de Brabant :

— Centre de guidance du Brabant wallon

Rue Lambert Fortune, 34
1300 Wavre
Tel. 010/22 83 74
22 54 03
Fax 010/24 37 48

En Province du Hainaut :

— Service de Santé Mentale du CPAS

Rue d'Angleterre, 11
6000 Charleroi
Tel. 071/32 94 18
Fax 071/30 07 74

— Centre provincial de guidance psychologique
Rue de la Science, 7
6000 Charleroi
Tel. 071/20 72 80

— Centre de Santé de Jolimont
Rue ferrer, 196-198
7100 Haine st Paul
Tel. 064/22 68 26
22 12 15

— Centre de guidance psychologique
Avenue d'Hyon, 45
7000 Mons
Tel. 065/35 43 71
31 48 38
Fax 065/31 48 48

— Centre de guidance psychologique
Rue de la station, 121/B
7700 Mouscron
Tel. 056/34 38 38
34 67 98
Fax 056/84 20 67

En Province de Liège :

— Centre liégeois d'interventions psychosociales

Centre de Santé Mentale CLIPS
Rue Alex Bouvy, 18
4000 Liège
Tel. 04/341 29 99
Fax 04/341 29 99

— Centre de Santé Mentale de l'AIGS
Rue St Lambert, 84
4040 Herstal
Tel. 04/248 48 10
Fax 04/248 48 12

— Service de Santé Mentale- Dispensaire pour adultes
Rue du Centre, 63
4800 Verviers
Tel. 087/22 57 22
Fax 087/22 03 70

Equipes de santé spécialisées reconnues par la Communauté germanophone

— Sozial-psychologisches zentrum
Wiesenbachstrasse 5
4750 St Vith
Tel. 080/22 76 18
Fax 080/22 96 50

— Sozial-psychologisches zentrum
Schnellewindgasse 2
4700 Eupen
Tel. 087/55 59 31
Fax 087/55 59 49

Annexe III

Convention

Entre

Madame/Monsieur

Inscrit(e) à

.....

Adresse

Téléphone

Actuellement détenu(e) à

.....

Adresse

dénoté ci-après bénéficiaire du traitement

et

l'Etat Fédéral,

Ministère de la Justice

représenté par :

Nom

Adresse administrative

Téléphone

Peut être joint (permanence) :

dénoté ci-après l'assistant de justice

et

Nom du représentant de l'équipe de soins

Nom de l'organisme

Adresse administrative

Téléphone

Peut être joint (permanence)

dénoté ci-après le représentant de l'équipe de santé spécialisée concluent la convention suivante:

1. Les parties confirment avoir pris connaissance que Madame/Monsieur..... peut prétendre bénéficier d'une des mesures suivantes :

1.1. La loi du 31 mai 1888 établissant la Libération conditionnelle modifiée par la loi du 5 mars 98) ;

1.2. La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ;

1.3. La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

1.4. La loi du 1^{er} juillet 1964 de Défense sociale concernant les anormaux et les délinquants d'habitude ;

1.5. L'article 216^{ter} du Code de procédure pénale concernant la médiation pénale

1.6. Une libération provisoire.

(biffer les mentions inutiles)

pour une période de

aux conditions particulières suivantes.....

.....

.....

.....

.....

2. Le bénéficiaire du traitement a été reçu par l'équipe de santé spécialisée qui a conclu au bien-fondé de la prise en charge.

3. La présente convention est l'aboutissement de plusieurs contacts entre l'assistant de justice, le bénéficiaire du traitement et le représentant de l'équipe de santé spécialisée et, dans l'idéal, avec le titulaire du Service Psychosocial intra-pénitentiaire. Sans porter préjudice aux compétences des autorités judiciaires, le partage des informations nécessaires à la prise en charge psycho-médico-sociale aura pu s'opérer de cette façon en accord avec le bénéficiaire du traitement.

En exécution de cette disposition, les pièces suivantes sont communiquées à l'équipe de santé spécialisée :.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. L'assistant de justice accompagne le bénéficiaire du traitement dans ses efforts de réintégration, il assure le suivi et le contrôle social du consultant et coordonne les démarches des différents intervenants.

5. Dans un premier temps, les séances auront lieu tous les..... Le bénéficiaire du traitement devra prendre lui-même son rendez-vous pour les consultations. Il ne sera pas convoqué automatiquement. Ces engagements peuvent être modifiés, également à la demande de l'intéressé(e) moyennant un accord entre le représentant de l'équipe spécialisée et l'assistant de justice.

6. Le bénéficiaire du traitement recevra après chaque entretien ou séance une attestation (heure et jour) de sa consultation de guidance. Il remettra lui-même cette preuve à l'assistant de justice.

7. Le représentant de l'équipe de santé spécialisée s'engage à rédiger des rapports à l'assistant de justice. Le contenu des rapports abordera les points suivants :

- les dates et heures des rendez-vous fixés
- les absences non justifiées
- la cessation unilatérale du traitement par le consultant
- les situations comportant un risque sérieux pour des tiers

Le premier rapport sera fourni dans le mois qui suit l'application des conditions d'accompagnement. Le rythme des rapports suivants sera tous les..... et chaque fois que la nécessité s'en fera sentir.

8. L'assistant de justice fait rapport dans le mois qui suit la libération à l'autorité compétente et ensuite chaque fois que celle-ci le demandera et au moins tous les 6 mois.

9. Le contenu des séances de guidance et de traitement est protégé par le secret professionnel.

10. Au cas où l'une des trois parties souhaite mettre fin à la présente convention, une concertation entre cosignataires est indispensable et l'autorité compétente doit en être informée. Dans l'attente d'un autre accord, la convention présente reste d'application, avec modifications adaptées à la situation, pour une durée d'un mois maximum.

11. Le bénéficiaire du traitement s'engage à respecter le prescrit légal qui le concerne. Le représentant de l'équipe de santé spécialisée ne se porte pas garant de la "bonne conduite" du bénéficiaire du traitement ou de sa non récidive.

La présente convention a été établie à..... en date du.....

Au nom de l'autorité compétente : Le représentant de l'équipe de santé spécialisée, Le bénéficiaire du traitement,

L'assistant de justice

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2978

[C - 99/21299]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 daarvan.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, ondertekend op 8 oktober 1998 te Brussel, gevoegd bij dit decreet.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*
Stukken van de Raad 449 (1998-1999) nrs. 1 en 2
Volledig verslag, openbare vergadering van
Bespreking. — Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik

Memorie van toelichting

De algemene doelstelling van de Minister van Justitie is het doen naleven en het toepassen van de wet, het voorkomen van recidive en het bevorderen van de (re)integratie van de dader in de maatschappij waarbij de stigmatisering zoveel mogelijk moet worden vermeden.

De algemene doelstelling van de Waalse Minister van Gezondheid is het welzijn, de gezondheid en de harmonieuze ontplooiing van mensen te bevorderen evenals het verhinderen van situaties die hiertegen kunnen indruisen.

Deze samenwerking is gebaseerd op een wederzijds overleg, en een akkoord aangaande de doelgroep, de organisatie en de middelen. De samenwerking houdt rekening met de verdeling van taken naargelang de specifieke bevoegdheden van de betrokken partijen.

De samenwerking beoogt inzonderheid de toepassing van de wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen. Voor elke beslissing tot voorwaardelijke invrijheidstelling van een veroordeelde of vrijstelling op proef van een geïnterneerde vereist deze wet een advies van een dienst die gespecialiseerd is in de begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik. De voorwaardelijke invrijheidstelling van een veroordeelde is gekoppeld aan de verplichting een begeleiding of behandeling te volgen waarvan de modaliteiten en de duur in de beslissing tot invrijheidstelling wordt bepaald.

Deze wettelijke bepalingen zijn ingeschreven in de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, gewijzigd door de wet van 1 juli 1964, die in voege treedt op een door de koning te bepalen datum.

Dit samenwerkingsakkoord geldt ook voor daders van seksueel misbruik (in het algemeen) ten aanzien van wie een begeleiding of behandeling aangewezen is. De Minister van Justitie en de Waalse Minister van Gezondheid streven ernaar om deze samenwerking verder uit te bouwen. De betrokken ministers verbinden zich ertoe gezondheidsequipes te erkennen die met name gespecialiseerd zijn in de begeleiding en psychosociale behandeling van daders van seksueel misbruik.

Deze samenwerking sluit aan bij het akkoord met betrekking tot de samenwerking in de gevangenissen en de instellingen en afdelingen tot Bescherming van de Maatschappij afgesloten tussen de Minister van Justitie en de Minister van de Franse Gemeenschap bevoegd voor sociale hulpverlening aan gedetineerden, op 9 februari 1994.

Artikel 2

Met daders van seksueel misbruik wordt bedoeld de personen die een inbreuk hebben gepleegd op artikels 372 tot en met 386ter van het Strafwetboek.

Overzicht van de verschillende wettelijke kaders

1. De procedure van de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden.

Het stelsel van de voorwaardelijke invrijheidstelling is gebaseerd op de wet Lejeune van 1888, gewijzigd bij de wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling van 5 maart 1998. De mogelijke voorwaardelijke invrijheidstelling vormt tijdens de periode van opsluiting een stimulans voor gedragsverandering en maakt een geleidelijke overgang tussen een totale vrijheidsberoving en de volledige vrijheid mogelijk.

Het gespecialiseerd advies noodzakelijk voor het verkrijgen van een voorwaardelijke invrijheidstelling zoals ingevoerd bij wet van 13 april 1995 inzake seksueel misbruik van minderjarigen, wordt opgesteld door de multidisciplinaire gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de strafinrichtingen. Aan de voorwaardelijke invrijheidstelling wordt ook een verplichte begeleiding of behandeling gekoppeld.

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964 voorziet gelijkaardige verplichtingen in artikel 3, § 3, 4° en artikel 4, § 5, 3° lid.

De voorwaardelijke invrijheidstelling is een modaliteit van strafuitvoering waarbij de veroordeelde onder toezicht staat van een justitieassistent, die de vrijgestelde begeleidt en er op toe ziet dat de opgelegde voorwaarden worden nageleefd. Deze justitieassistent stelt regelmatig een verslag op over het verloop van de begeleiding ten behoeve van de bevoegde overheid die zonodig de invrijheidstelling kan intrekken.

2. De procedure van invrijheidstelling van abnormalen en gewoontemisdadigers.

a) Geïnterneerde :

Aan de basis van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers ligt de gedachte dat delinquenten die ontoerekeningsvatbaar zijn, dienen verzorgd te worden in plaats van gestraft. Deze wet heeft tevens tot doel de bescherming van de maatschappij zo efficiënt mogelijk te organiseren.

De invrijheidstelling van geïnterneerden kan worden voorafgegaan door verloven en door een invrijheidstelling op proef. Deze beslissing wordt genomen door de Commissie tot Bescherming van de Maatschappij bestaande uit drie leden : een werkend of een eremagistraat die voorzitter is, een advocaat en een geneesheer. De procureur des Konings woont de vergadering bij met raadgevende stem. Deze Commissie beslist de invrijheidstelling op proef en bepaalt de voorwaarden.

Als het feiten betreft van seksueel misbruik op minderjarigen vereist de wet van 13 april 1995 een advies van een dienst gespecialiseerd in de begeleiding of de behandeling van daders van seksueel misbruik. Dit advies wordt opgesteld door de gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de strafinrichtingen of in de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij.

De wet van 1 juli 1964 legt na de invrijheidstelling op proef een begeleiding op, met name een sociaalgeneeskundige begeleiding (artikel 20). De sociale begeleiding wordt doorgaans waargenomen door een justitieassistent en de geneeskundige begeleiding wordt verzekerd door een specialist, een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg of een afdeling in een psychiatrische instelling, erkend door de Gemeenschap of het Gewest.

De voorbereiding en opvolging van de invrijheidstelling op proef gebeurt door een justitieassistent die rechtstreeks verslag uitbrengt aan de bevoegde Commissie tot Bescherming van de Maatschappij.

b) Veroordeelden ter beschikking van de Regering :

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, gewijzigd door de wet van 1 juli 1964, breidt de gevallen uit waarin een veroordeelde ter beschikking van de Regering kan worden gesteld.

Deze uitbreiding viseert de daders van seksuele misdrijven.

De minister van Justitie kan een dader van dergelijk misdrijf met een minderjarig slachtoffer, die tevens het voorwerp uitmaakt van een terbeschikkingstelling van de Regering slechts vrijstellen na het inwinnen van een gespecialiseerd advies.

Bovendien kan aan de invrijheidstelling de voorwaarde gekoppeld worden dat de betrokken persoon zich moet laten begeleiden of behandelen door een door de Minister aangeduide dienst of persoon.

3. Probatieopschorting en probatieuitstel.

Door de wet van 29 juni 1964 en van 10 februari 1994 kan de rechter vermijden een effectieve gevangenisstraf op te leggen door de uitspraak van de veroordeling op te schorten of door de tenuitvoerlegging van de straffen uit te stellen. Aan die maatregelen kunnen bijzondere voorwaarden worden verbonden (probatieopschorting en probatieuitstel), voor een periode van één tot vijf jaar.

Op verzoek van de verdachte of met zijn instemming, kan de magistratuur een maatschappelijke enquête over zijn gedragingen en zijn milieu doen instellen door de justitieassistent. Deze enquête is verplicht in geval een werkstraf of dienstverlening wordt opgelegd.

De probatiecommissie van de woonplaats van de betrokkene ziet toe op de uitvoering van de probatiemaatregel. Er bestaat een probatiecommissie in elk gerechtelijk arrondissement die samengesteld is uit een voorzitter (magistraat van de zetel), een advocaat en een ambtenaar. De procureur des Konings woont de vergaderingen bij met raadgevende stem.

De probatiecommissie stelt de justitieassistent aan die de maatregel zal opvolgen en haar hierover minstens om de drie maanden zal rapporteren.

4. Vrijheid onder voorwaarden.

Door de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis kan de onderzoeksrechter de betrokkene in vrijheid laten onder oplegging van een of meer voorwaarden voor een duur van drie maanden. Deze proefperiode kan eenmaal verlengd worden, waarbij de opgelegde voorwaarden kunnen worden gewijzigd. Een van de opgelegde voorwaarden kan het volgen van een begeleiding of behandeling zijn.

Na het afsluiten van het gerechtelijk onderzoek kan het vonnisgerecht waarbij de zaak aanhangig is de opgelegde voorwaarden verlengen uiterlijk tot het vonnis.

De politiediensten of de justitieassistenten houden toezicht op de naleving van de voorwaarden.

5. Bemiddeling in strafzaken.

De bemiddeling in strafzaken (artikel 216ter in het wetboek van strafvordering) situeert zich tussen het klasseren zonder gevolg en de vervolging voor een strafrechtbank. De procureur des Konings kan vier soorten maatregelen voorstellen : de bemiddeling tussen dader en slachtoffer, de dienstverlening, de vorming, de medische behandeling of de therapie. Dit samenwerkingsakkoord betreft enkel de maatregel van de medische behandeling of de therapie. Indien de dader aan de voorwaarde(n) heeft voldaan, stelt de procureur des Konings een verval van de strafvordering vast voor de feiten die binnen deze procedure behandeld werden.

Bij de oriëntatie van een strafdossier naar een medische behandeling of psychosociale begeleiding dienen de bemiddelingsmagistraat, de substituut procureur des Konings, en de bemiddelingsassistent steeds het verband tussen de ziekte en het misdrijf voor ogen te houden. Het is de dader die zich op een ziekteverschijnsel of een verslaving moet beroepen als oorzaak van het misdrijf. Via probleemverkenning kan de bemiddelingsassistent de dader motiveren om tot probleemverkenning te komen. De bemiddelingsassistent gaat samen met betrokkene na welke medische behandeling of psychosociale begeleiding het meest geschikt is. Het akkoord rond de opvolging en de termijn wordt in aanwezigheid van de dader door de procureur des Konings in een proces-verbaal geacteerd.

Het toezicht hierop wordt in de praktijk uitgeoefend door de justitieassistent.

6. De voorlopige invrijheidstelling van veroordeelden.

De voorlopige invrijheidstelling is een beslissing van de Minister van Justitie waarbij de tenuitvoerlegging van de vrijheidsstraf om volgende redenen wordt opgeschort :

- om gezondheidsredenen : is een beslissing op humanitaire gronden, met een uitzonderlijk karakter;
- met het oog op voorwaardelijke invrijheidstelling, als overgangsmaatregel;
- met het oog op de verwijdering uit het land. Een vrijstellingsmodaliteit aangepast aan vreemdelingen die na het uitboeten van hun straf België dienen te verlaten, naar analogie met de regeling van de voorwaardelijke invrijheidstelling;
- ter bestrijding van de overbevolking : de procedure van voorlopige invrijheidstelling is soepeler dan deze van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Zij betreft gedetineerden voor wie de hoofdgevangenisstraffen en de vervangende gevangenisstraffen in het totaal niet meer dan drie jaar bedragen, waarvoor geen tegenindicaties bestaan en die voldoende vooruitzichten hebben op sociale reïntegratie. De vrijstelling gebeurt ambtshalve door de gevangenisdirecteur zonder advies van het parket of de administratieve commissie.

Voor gedetineerden veroordeeld voor feiten van seksueel misbruik op minderjarigen, wordt een advies van de directeur en van het gespecialiseerde psychosociaal team van de gevangenis opgesteld. Dit advies zal onder meer een geïndividualiseerd begeleidingsplan inhouden en een reclasseringsplan, dat in samenwerking met de justitieassistent wordt op punt gesteld.

Artikel 3

Uitvoeren van multidisciplinair persoonlijkheidsonderzoek

De psychosociale teams zijn samengesteld uit psychiaters, psychologen, maatschappelijk assistenten en een gevangenisdirecteur (criminoloog). Elke gevangenis beschikt over zo'n team en hun opdrachten (omzendbrief 1629/XIII van 12 juli 1994) zijn veelvuldig :

— het identificeren van gedetineerden waarvoor een observatie, begeleiding of penitentiaire behandeling aangewezen is (gezien het psychiatrisch verleden, de aard van het misdrijf,...) en het opstellen van een detentieplan zodat de detentietijd zinvol en reïntegratiegericht kan worden ingevuld.

Indien een gespecialiseerde behandeling aangewezen is of indien de gedetineerde het vraagt, kan beroep gedaan worden op externe hulpverleners die vallen onder de bevoegdheid van de Gewesten en Gemeenschappen;

— het uitvoeren van persoonlijkheidsonderzoeken en het opstellen van adviezen ten behoeve van de bevoegde overheid, in het kader van de strafuitvoeringsmodaliteiten en de diverse vormen van invrijheidstelling in het bijzonder. Deze evaluaties maken deel uit van een dynamische en multidisciplinaire benadering waarbij de problematiek in een ontwikkelingsperspectief wordt geplaatst.

Sensibilisering van de dader van seksueel misbruik voor zijn problemen

De gespecialiseerde psychosociale teams staan in voor een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma. Hierbij zal bijzondere aandacht gaan naar de coherentie met de extrapenitentiaire psychosociale begeleiding of behandeling die wordt uitgevoerd door de gespecialiseerde gezondheidsteams van het Waalse Gewest. Daarom is het wenselijk om deze voorzieningen zo mogelijk te betrekken bij bepaalde delen van het intrapenitentiair pretherapeutisch programma.

Artikel 4

De dienst van het Ministerie van Justitie belast met de begeleiding en het toezicht op de voorziene voorwaarden is meestal de Dienst Maatschappelijk Werk, Strafrechtstoepassing (justitieassistent).

Opdrachten van de justitieassistenten

Verstrekken van informatie aan de gespecialiseerde gezondheidsteams.

De gespecialiseerde psychosociale teams, de justitieassistent en de gespecialiseerde gezondheidsteams en de betrokken persoon bepalen in onderling overleg welke relevante stukken m.o.o. de psychosociale begeleiding of behandeling worden uitgewisseld.

De informatieverstrekking kan de volgende documenten betreffen :

de beslissing van de bevoegde overheid die de begeleiding of behandeling oplegt, de uiteenzetting van de feiten, een uittreksel van het strafregister, het moraliteitsverslag, het psychiatrisch-deskundigenverslag en relevante stukken uit de gerechtelijke bundel,....

De uitgewisselde documenten worden in de prestatieverbintenis nader bepaald.

Deze informatieverstrekking doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de rechterlijke overheden. Deze kunnen oordelen dat een bepaald document niet mag worden medegedeeld of kunnen de inzage ervan toestaan. De betrokken persoon heeft het recht om de communicatie van een bepaald stuk te weigeren;

— samenwerken met de gespecialiseerde psychosociale teams van de strafinrichtingen en de inrichtingen en afdelingen tot bescherming van de maatschappij;

— instaan voor de sociale enquêtes en de begeleidingen die worden opgelegd door de bevoegde overheid (art. 1, 2° van het akkoord);

— motiveren en ondersteunen van de betrokken persoon bij zijn integratie in de samenleving. Hiervoor werken zij samen met de gemeenschapsvoorzieningen, teneinde het recht op maatschappelijke hulp- en dienstverlening van justitiecliënteel te waarborgen;

— toezicht houden op de naleving van de opgelegde voorwaarden en hiervoor werken zij zonodig samen met parket en politie;

— waken over coördinatie en integratie van alle interventies ten aanzien van de persoon. In die zin vervullen de justitieassistenten een scharnierfunctie tussen de justitiële instanties, de betrokken externe voorzieningen en de justitiecliënt;

— regelmatig een verslag opstellen over het verloop van de begeleiding voor de bevoegde overheid (zie artikel 1, 2° van het samenwerkingsakkoord), zodat deze zijn beslissing kan individualiseren;

— aan het gespecialiseerd gezondheidsteam informatie verstrekken over onder meer het gerechtelijk verleden van de betrokkene. Het gespecialiseerd gezondheidsteam bezorgt hem regelmatig een verslag over het verloop van de begeleiding of behandeling (artikel 9 van het samenwerkingsakkoord);

— aan de justitiecliënt de betekenis van de wet uitleggen, hem de essentiële elementen van zijn delinquent gedrag helpen te begrijpen, uitleg geven betreffende de lopende gerechtelijke procedure en hem de mogelijkheid geven om zijn mening te laten horen. Hierbij zal speciaal de aandacht gaan naar het gevaar van stigmatisering van de betrokkene en naar zijn sociale integratie;

— de opgelegde voorwaarden en de mogelijke gevolgen van het niet naleven ervan bespreken. Als een opgelegde voorwaarde onnodig, te zwaar of te beledigend blijkt te zijn kan hij aan de bevoegde overheid vragen om deze op te heffen of te amenderen (zie artikel 1, 2°, van het samenwerkingsakkoord).

Prestatieverbintenis

De prestatieverbintenis verduidelijkt de opdrachten en verantwoordelijkheden van de betrokken partijen t.a.v. de dader van seksueel misbruik die begeleidt wordt. Elke partij is hierdoor op de hoogte van de rechten en plichten van elkeen zodat de samenwerking optimaal kan verlopen.

Er werd gekozen voor de term prestatieverbintenis en niet «resultaatsverbintenis» omdat de partijen zich engageren om alles in het werk te zetten om de sociale integratie van de betrokkene te bevorderen en om herhaling, waaronder seksueel misbruik, te voorkomen, maar het resultaat niet kunnen waarborgen.

Artikelen 5 en 6

De Minister van Justitie wil een coherente en globale politiek ten aanzien van daders van seksueel misbruik voeren. Daarom is de samenwerking en netwerkvorming tussen de gespecialiseerde teams in en buiten de gevangenissen belangrijk. De steuncentra kunnen hierbij een ondersteunende rol vervullen zowel inzake de begeleiding en behandeling van individuele gevallen (artikel 5, 1°) als wat de aanpak van deze problematiek in zijn algemeenheid betreft én de wetenschappelijke methodologie (artikel 5, 2° en 4°). De steuncentra hebben ook een aanbod inzake specifieke vorming en stellen hun methodologie ter beschikking van de gespecialiseerde voorzieningen.

De steuncentra hebben daarnaast ook een advies- en behandelingsopdracht. Dit is voor hen belangrijk omdat het wetenschappelijk onderzoek zich moet kunnen baseren op de praktijk en omdat zij de nodige deskundigheid moeten hebben om de gespecialiseerde voorzieningen te kunnen adviseren indien zij hierom vragen.

Artikel 7

De samenwerking tussen de bevoegde diensten van het Ministerie van Justitie en van het Waalse Gewest is reeds een bestaande praktijk en wordt nu geformaliseerd en gestructureerd. Het gaat er om een netwerk van teams te creëren gespecialiseerd in de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. In geval van ernstige gedragsproblemen, kan een residentiële behandeling aangewezen zijn.

De Waalse Minister van Gezondheid verbindt er zich toe de inrichting van bijzondere behandelingssecties in de bestaande psychiatrische hospitalen te onderzoeken, met het oog op een residentiële behandeling.

Daders van seksueel misbruik kunnen eveneens verwezen worden naar de steuncentra met het oog op een extrapenitentiaire begeleiding of behandeling die aangepast is aan hun problematiek.

Artikel 8

Met multidisciplinair team wordt bedoeld dat vertegenwoordigers van de disciplines psychiatrie, psychologie en criminologie of familiale en seksuologische wetenschappen of sociale wetenschappen deel uitmaken van het team als vast lid of als externe consultant.

Artikel 9

Adviesfunctie

De adviesfunctie in het kader van de voorwaardelijke invrijheidstelling, de voorlopige invrijheidstelling en de invrijheidstelling op proef is één van de taken van de gespecialiseerde psychosociale teams van de penitentiaire inrichtingen en de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij. In geval deze teams een bijkomend advies noodzakelijk achten kan dit advies gevraagd worden aan een steuncentrum of een gespecialiseerd gezondheidsteam.

In de overige gevallen (vrijheid onder voorwaarden, probatieopschorting en -uitstel, bemiddeling in strafzaken) kan door de bevoegde overheid eventueel een advies worden gevraagd aan een steuncentrum of een gespecialiseerd gezondheidsteam.

Het is aangewezen om de adviesfunctie en de begeleidings- of behandelingsfunctie niet aan eenzelfde dienst toe te vertrouwen om rolconflicten te vermijden.

Opstellen van een verslag

Het gespecialiseerd gezondheidsteam stelt regelmatig een verslag op over het verloop van de psychosociale begeleiding of behandeling. Deze verslaggeving beperkt zich tot de punten opgesomd in artikel 9.

Het signaleren van situaties met ernstig risico voor derden is niet in tegenspraak met het principe van het beroepsgeheim, in zoverre er sprake is van een noodtoestand waarbij hogere morele waarden, bijvoorbeeld bescherming van de samenleving conflicteren met de absolute geheimhoudingsplicht (Cass. 13 mei 1987).

Het is de behandelaar die de ernst van de noodtoestand inschat. Hierbij moet hij twee tegenstrijdige belangen afwegen, namelijk zijn beroepsgeheim en het gevaar voor derden. Oordeelt hij dat er sprake is van een situatie met ernstig risico voor derden en dat de hulpverleningsinterventie hiervoor geen uitweg biedt, dan deelt hij dit mee aan de justitieassistent. Deze evalueert de situatie en stelt een rapport op ten behoeve van de bevoegde overheid (zie artikel 1, 2° van het samenwerkingsakkoord). Het is de verantwoordelijkheid van deze overheid om maatregelen te treffen met het oog op het voorkomen van recidive.

De wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, gewijzigd door de wet van 1 juli 1964, voorziet in artikel 7, laatste lid, in een meldingsrecht ingeval van onderbreking van de begeleiding of behandeling en bij moeilijkheden bij de uitvoering ervan.

De justitiecliënt is op de hoogte van deze rapportage-afspraken bij middel van de prestatieverbintenis die hij mede ondertekent.

Registratie en wetenschappelijk onderzoek

Met het oog op het uitvoeren van wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het preventiebeleid is het wenselijk dat de intra- en extrapenitentiaire gespecialiseerde teams meewerken aan de registratie van gegevens met betrekking tot de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik.

Om dit te verwezenlijken zal door een netwerk van gespecialiseerde teams, in onderling overleg en in samenwerking met de steuncentra, een model van registratie en een algemene beoordelingsmethode specifiek voor daders van seksueel misbruik worden uitgewerkt. De praktische en ethische modaliteiten worden op punt gesteld conform de wet betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en goedgekeurd door het begeleidingscomité als bedoeld in artikel 12 van het samenwerkingsakkoord.

Artikel 10

De bevoegde justitiële overheid kan geen psychosociale begeleiding of behandeling opleggen aan een gespecialiseerd gezondheidsteam van het Waalse Gewest en zal bij een weigering door deze laatste een andere oplossing zoeken. Maar aangezien een probleemgerichte begeleiding de nodige continuïteit vereist is collegiaal overleg aangewezen.

Artikel 12

De jaarlijkse evaluatie van dit samenwerkingsakkoord moet toelaten de inspanningen voor een coherente en gecoördineerde aanpak van daders van seksueel misbruik te toetsen en bij te sturen. Te dien einde kan het begeleidingscomité een externe audit instellen met het oog op een concrete evaluatie van het behandelingsverloop in de praktijk.

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest
inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik**

Gelet op artikel 128, § 1, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 1° en 2°, en II, 7°, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993, tot toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 3, 6°;

Gelet op de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel en de wet van 9 april 1930 zoals gewijzigd door de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, beide gewijzigd door de wet van 13 april 1995, inzonderheid door de artikelen 6, 7 en 8 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen;

Gelet op de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, inzonderheid artikel 3, § 3, 4°, artikel 4 § 5, 3e lid en artikel 7, 3e t.e.m. 5e lid;

Overwegende dat de specifieke problematiek van het seksueel misbruik het noodzakelijk maakt dat de samenwerking niet wordt beperkt tot het seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest vereist is om de persoonlijke, relationele en maatschappelijke ontwikkeling van daders van seksueel misbruik te begeleiden en hun reïntegratie in de maatschappij te bevorderen teneinde herhaling van seksueel misbruik, inzonderheid ten aanzien van minderjarigen, te voorkomen;

de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie;

en

het Waalse Gewest,

vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van de Minister-President, en van de Waalse Minister van Sociale Zaken, Huisvesting en Gezondheid;

In functie van hun respectieve bevoegdheden, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° gespecialiseerde psychosociale teams : multidisciplinaire équipes gespecialiseerd in de problematiek van daders van seksueel misbruik, die werkzaam zijn binnen de strafinrichtingen en de inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij;

2° bevoegde overheid : naargelang het juridische kader, bedoeld in artikel 2, en naargelang het tijdstip van de interventie zal het hier gaan om de Minister van Justitie, de gerechtelijke overheid, de Probaticommissie, de Commissie tot bescherming van de maatschappij of de Commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;

3° steuncentra : centra die ondersteuning bieden aan de gespecialiseerde psychosociale teams van de strafinrichtingen en de inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij en aan de gespecialiseerde gezondheidsteams inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik;

4° gespecialiseerde gezondheidsteams : centra voor geestelijke gezondheidszorg die de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik op zich nemen;

5° justitieassistenten : ambtenaren van het Ministerie van Justitie, die buiten de gevangenis werken en belast zijn met toezicht- en begeleidingsopdrachten. Voorheen werden zij probatieassistent, maatschappelijk assistent van de buitendienst, bemiddelingsassistent genoemd;

6° prestatieverbintenis : een geschreven akkoord afgesloten door de betrokken justitieassistent, de betrokken dader van seksueel misbruik en de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam. Deze verbintenis heeft betrekking op de in te zetten middelen, zonder dat er sprake is van een resultaatsverbintenis;

7° gespecialiseerde teams : de multidisciplinaire équipes die gespecialiseerd zijn in de problematiek van daders van seksueel misbruik, als bedoeld in 1° en 4°;

8° begeleidingscomité : comité belast met de jaarlijkse evaluatie van de toepassing van dit samenwerkingsakkoord;

9° Waalse Minister van Gezondheid : Minister van de Waalse Regering die het gezondheidsbeleid onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de begeleiding en behandeling van personen die feiten als bedoeld in artikel 372 tot en met 386ter van het Strafwetboek hebben gepleegd of van het plegen van die feiten verdacht worden, hierna de betrokken persoon genoemd, en die onder de toepassing vallen van één van de hierna vermelde regelingen of voor de toepassing ervan in aanmerking komen :

1° de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling;

2° de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964;

3° de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

5° artikel 216ter van het wetboek van strafvordering;

6° de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers;

7° de omzendbrieven van de Minister van Justitie inzake voorlopige invrijheidstelling.

Art. 3. De Minister van Justitie richt in een aantal strafinrichtingen en inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij gespecialiseerde psychosociale teams op.

De Waalse Minister van Gezondheid doet hetzelfde in ten minste een ziekenhuis en een psychiatrische instelling die onder zijn bevoegdheid valt.

De gespecialiseerde psychosociale teams vervullen volgende taken :

- 1° uitvoeren van multidisciplinair persoonlijkheidsonderzoek;
- 2° realiseren van een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma ter voorbereiding van de postpenitentiaire begeleiding of behandeling;
- 3° verlenen van advies inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden en de vrijstelling op proef van geïnterneerden ten behoeve van de bevoegde overheden;
- 4° samenwerken en overleg plegen met de steuncentra en met de gespecialiseerde gezondheidsteams;
- 5° meewerken aan een registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 5°.

De lijst van die inrichtingen wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. De Minister van Justitie en de Waalse Minister van Gezondheid delen elkaar zo vlug mogelijk elke wijziging van deze lijst mee.

Art. 4. De justitieassistenten staan in voor de hierna vermelde taken :

- 1° alle informatie die noodzakelijk is voor de aan de individuele problematiek van de betrokken persoon aangepaste begeleiding of behandeling ter beschikking stellen van de gespecialiseerde gezondheidsteams;
- 2° voorafgaandelijk overleg plegen met de gespecialiseerde gezondheidsteams omtrent de mogelijkheid van een extrapenitentiaire begeleiding of behandeling in het kader van een voorwaardelijke invrijheidstelling of een invrijheidstelling op proef;
- 3° erover waken dat voorafgaandelijk de afspraken betreffende de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling genoteerd worden in een prestatieverbintenis conform het model gevoegd als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord en dat deze prestatieverbintenis wordt ondertekend door de betrokken persoon, de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam en de justitieassistent;
- 4° de betrokken persoon begeleiden en motiveren tot naleving van de opgelegde voorwaarden en toezien op de naleving ervan;
- 5° in het kader van het individueel geval het regelmatig overleg tussen de verschillende intervenanten, die de psychosociale begeleiding of behandeling op zich nemen, coördineren;
- 6° een verslag over de betrokken persoon opstellen ten behoeve van de bevoegde overheid, binnen de maand na de invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de opgelegde voorwaarden, verder telkens zij het nuttig achten of als de bevoegde overheid het vraagt en ten minste om de zes maanden. In voorkomend geval, de maatregelen voorstellen die zij nodig achten;
- 7° in spoedeisend geval rechtstreeks verslag indienen bij de procureur des Konings en de bevoegde overheid verwittigen;
- 8° meewerken aan een registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 5°.

Art. 5. De Minister van Justitie richt steuncentra op die voor het uitvoeren van volgende taken worden gesubsidieerd :

- 1° vervullen van een consultatiefunctie op vraag van de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;
- 2° verstrekken van wetenschappelijke informatie aan de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;
- 3° verstrekken van logistieke steun voor diagnostiek en behandeling aan de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;
- 4° uitvoeren van wetenschappelijk onderzoek, onder meer op basis van gegevens afkomstig van de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten (zie ook artikel 9, 5°);
- 5° bijdragen tot de organisatie van specifieke opleidingen ten behoeve van en in overleg met de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;
- 6° meewerken aan informatieve acties op vraag van de Minister van Justitie en van de Ministers, betrokken bij dit samenwerkingsakkoord, overgemaakt door de Minister van Justitie;
- 7° minstens éénmaal per jaar onderling overleg plegen met het oog op informatie-uitwisseling en afstemming van hun respectieve werkingen;
- 8° verzamelen en ter beschikking stellen van alle beschikbare gegevens die toelaten het belang van deze problematiek te evalueren;
- 9° verzamelen van de jaarverslagen van de gespecialiseerde gezondheidsteams en opstellen van een werkingsverslag ten behoeve van de Ministers betrokken bij dit samenwerkingsakkoord uiterlijk op 31 maart volgend op het werkingsjaar.

De lijst van de steuncentra wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Minister van Justitie aan de Waalse Minister bevoegd voor het gezondheidsbeleid meegedeeld.

Art. 6. De steuncentra vervullen eveneens de taken, bedoeld in artikel 9, 1°, 2° en 3°.

Artikelen 10 en 11 zijn van overeenkomstige toepassing.

Art. 7. De Waalse Minister van Gezondheid erkent een netwerk van gespecialiseerde gezondheidsteams.

De lijst van de gespecialiseerde gezondheidsteams wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Waalse Minister van Gezondheid aan de Minister van Justitie meegedeeld.

Art. 8. De gespecialiseerde gezondheidsteams beantwoorden minstens aan volgende criteria :

- 1° rechtspersoonlijkheid bezitten of deel uitmaken van een centrum dat over rechtspersoonlijkheid beschikt;
- 2° beschikken over een multidisciplinair samengesteld team gespecialiseerd in de begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik;
- 3° beschikken over de bekwaamheid om, op basis van een nauwkeurige diagnostiek, geëigende behandelingsmethodieken voor psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik - die overeenstemmen met de erkende klinische ervaring en de wetenschappelijke nationale en internationale inzichten op dit vlak - toe te passen;
- 4° deelnemen aan door de bevoegde overheid erkende of gesubsidieerde permanente vorming in België of in het buitenland, op het vlak van psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik;
- 5° bereid zijn de taken, bedoeld in artikel 9 van dit samenwerkingsakkoord te vervullen.

Art. 9. De gespecialiseerde gezondheidsteams vervullen de hiernavolgende taken :

1° op verzoek advies verlenen inzake diagnostiek en behandeling van daders van seksueel misbruik die vallen onder één van de regelingen, bedoeld in artikel 2, 1° tot en met 7°, zonder afbreuk te doen aan de taak van de gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de strafinrichtingen en inrichtingen tot bescherming van de maatschappij;

2° instaan voor de gepaste extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik waarvoor voorafgaandelijk een prestatieverbintenis wordt ondertekend en waarbij de naam van het gespecialiseerde gezondheidsteam wordt vermeld in de beslissing van de bevoegde overheid die tevens de voorwaarden bepaalt;

3° opstellen van een verslag over de opvolging van de begeleiding of de behandeling ten behoeve van de bevoegde overheid en de justitieassistent, binnen de maand na de invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de gestelde begeleidings- en behandelingsvoorwaarden, telkens als de begeleidende dienst het nuttig acht als de bevoegde overheid het vraagt en tenminste om de zes maanden.

In dit verslag worden de volgende punten behandeld :

1° data en uren van gemaakte afspraken;

2° afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;

3° eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokken persoon;

4° situaties met ernstig risico voor derden.

Dit verslag wordt ter beschikking gehouden van de betrokken persoon. In geval van spoedeisendheid en onbereikbaarheid van de justitieassistent wordt rechtstreeks verslag uitgebracht aan de procureur des Konings;

4° meedelen van een werkingsverslag aan het steuncentrum, met een specifiek deel over kwantitatieve en kwalitatieve gegevens inzake de psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik, vóór 15 februari volgend op het werkingsjaar, ten behoeve van de Waalse Minister van Gezondheid. Deze bezorgt dit verslag op zijn beurt aan de Minister van Justitie, ten laatste vóór 31 maart;

5° meewerken aan een registratiemodel conform de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, met het oog op wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het beleid inzake de psychosociale begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. De praktische en ethische aspecten van deze registratie worden in onderling overleg tussen vertegenwoordigers van de gespecialiseerde teams, de steuncentra, het Directoraat-generaal Strafinrichtingen, het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie en de Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid van het Ministerie van Justitie evenals het begeleidingscomité, uitgewerkt.

Art. 10. Een gespecialiseerd gezondheidsteam kan ten aanzien van de bevoegde overheid weigeren op een verzoek om adviesverlening in te gaan en kan een begeleidings- of behandelingsopdracht weigeren. In dit laatste geval is een overleg wenselijk tussen het gespecialiseerde gezondheidsteam, de justitieassistent en de betrokken persoon.

Dergelijk overleg is noodzakelijk indien één van de drie partijen de begeleiding of behandeling wenst stop te zetten; in dat geval wordt de bevoegde overheid hiervan onmiddellijk in kennis gesteld. In afwachting van gepaste maatregelen, blijft de initiële verbintenis van toepassing, met wijzigingen aangepast aan de situatie, voor een duur van maximum 1 maand.

Art. 11. Om een gemotiveerde reden kan het gespecialiseerd gezondheidsteam, mits akkoord van de bevoegde overheid, de psychosociale begeleiding of behandeling geheel of gedeeltelijk overdragen aan een ander centrum voor geestelijke gezondheidszorg, een steuncentrum of een individuele therapeut die de nodige specialisatie kan voorleggen. Deze bevestigt zijn instemming met de begeleidings- of behandelingsopdracht ten opzichte van de bevoegde overheid, die haar akkoord zonder verwijl schriftelijk bekrachtigt.

Art. 12. Een begeleidingscomité samengesteld uit acht leden, waarvan er vier worden aangewezen door de Minister van Justitie, en vier door de Waalse Minister van Gezondheid, wordt opgericht. Voor elk van de leden worden één of meerdere plaatsvervangers aangeduid. Dit begeleidingscomité zal de werking van het samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren en hierover een rapport opstellen ten behoeve van voornoemde Ministers, uiterlijk drie maanden na ontvangst van de werkingsverslagen, bedoeld in artikel 5, 8° en artikel 9, 4°.

Minstens één maal per jaar vindt landelijk een vergadering plaats van de begeleidingscomités, opgericht in het kader van de samenwerkingsakkoorden tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, met het oog op uitwisseling van informatie en ervaring, afstemming van de respectieve werkingen en het formuleren van beleidsaanbevelingen ten behoeve van de betrokken Ministers.

Art. 13. In geval van betwistingen omtrent de toepassing van dit samenwerkingsakkoord is een arbitragecommissie bevoegd, samengesteld uit de leidende ambtenaren van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen en het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van het Ministerie van Justitie en de leidende ambtenaren van het Directoraat-generaal van de Gezondheidszorg van het Waalse Gewest, of uit hun vertegenwoordigers.

Art. 14. Dit samenwerkingsakkoordprotocol geldt voor een proefperiode van drie jaar en wordt telkens met een jaar stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk wordt opgezegd drie maanden voor het einde van de periode. Bij een verlenging wordt rekening gehouden met de evaluatie door het begeleidingscomité.

Art. 15. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen nadat zowel de wet als het decreet die dit samenwerkingsakkoord goedkeuren, bekendgemaakt zijn in het *Belgisch Staatsblad*.

Gedaan te Brussel op 8 oktober 1998 in twee originele exemplaren, waarvan één voor de Federale Staat en één voor het Waalse Gewest.

Voor de Federale Staat :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse regering,
bevoegd voor Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Waalse Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

Bijlagen

Gezien om te worden gevoegd bij het samenwerkingsakkoord tussen de de Federale Staat en het Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik getekend te Brussel op 8 oktober 1998.

Bijlage I

Lijst van de Steuncentra

1. voor het Waals Gewest :

Unité Pilote de Psychiatrie Légale (UPPL)
c/o « Les Marronniers »
Rue Despars, 94
7500 Tournai
Tel. 069/88 83 33
Fax 069/88 83 34

2. voor de Vlaamse Gemeenschap :

Universitair Forensisch Centrum (UFC)
c/o Universitair Ziekenhuis Antwerpen
Wilrijkstraat, 10
2650 Edegem
Tel. 03/821 34 38

Bijlage II

Lijst van gespecialiseerde teams

Gespecialiseerde psychosociale teams van het Ministerie van Justitie

1. Franstalige

— Gevangenis Andenne
Rue du Géron 2
5300 Andenne
Tel. 085/82 34.00

— Gevangenis Jamioulx
Rue Fr. Vandamme 172
6120 Jamioulx
Tel. 071/21 57 87 tot 89

— Gevangenis Lantin
Rue des Aubépines
4450 Liège
Tel. 04/239 65 00

— Gevangenis Marneffe
Rue du sart, 208
4210 Marneffe
Tel. 085/71 02 00

— Gevangenis Mons
Boulevard Winston Churchill, 24
7000 Mons
Tel. 065/40 28 00

— Instelling tot bescherming van de maatschappij te Paifve
Route de Glons
4452 Paifve
Tel. 04/289 36 36

— Gevangenis Sint Hubert
Thiers den Born
6870 Sint Hubert
Tel. 061/61 17 91

2. Nederlandstalige

— Penitentiair complex Brugge

Lege weg 200
8200 Sint Andries - Brugge
Tel. 050/45 71 11

— Penitentiair schoolcentrum Hoogstraten

Gelmelstraat 131
2320 Hoogstraten
Tel. 03/314 50 18

— Gevangenis Leuven centraal

Geldenaakse Vest 68
3000 Leuven
Tel. 016/31 03 50

— Strafinrichtingen Merksplas

Steenweg op Wortel 1
2330 Merksplas
Tel. 014/63 32 24

Gespecialiseerde psychosociale teams erkend door de Waalse Minister van Gezondheid

— Instelling tot bescherming van de maatschappij te Doornik

Rue Despars, 92
7500 Tournai
Tel. 069/88 02 11
Fax 069/ 88 02 53

— Instelling tot bescherming van de maatschappij te Bergen

Chemin du Chêne aux Haies, 24
7000 Mons
Tel. 065/38 11 42
Fax 065/38 11 73

Gespecialiseerde gezondheidsteams erkend door de Waalse Minister van Gezondheid

Hospitalen

— Centre Hospitalier Universitaire de Charleroi

Hôpital Vincent Van Gogh
Unité de sexologie - groupe E.P.C.P.
Rue de l'hôpital, 55
6030 Marchienne
Tel. 071/29 30 06 (26)
075/83 15 59
Fax 071/29 29 12
29 30 13

- Hôpital «Les Marronniers»

« Les Jasmins »
Rue despars, 92
7500 Tournai
Tel. 069/88 04 54 (52)
Centra voor geestelijke gezondheidszorg

Provincie Brabant :

— Centre de guidance du Brabant wallon

Rue Lambert Fortune, 34
1300 Wavre
Tel. 010/22 83 74
22 54 03
Fax 010/24 37 48

Provincie Henegouwen :

— Service de Santé Mentale du CPAS

Rue d'Angleterre, 11
6000 Charleroi
Tel. 071/32 94 18
Fax 071/30 07 74

— Centre provincial de guidance psychologique

Rue de la Science, 7
6000 Charleroi
Tel. 071/20 72 80

— Centre de Santé de Jolimont

Rue ferrer, 196- 198
7100 Haine st Paul
Tel. 064/22 68 26
22 12 15

— Centre de guidance psychologique

Avenue d'Hyon, 45
7000 Mons
Tel. 065/35 43 71
31 48 38
Fax 065/31 48 48

— Centre de guidance psychologique

Rue de la station, 121/B
7700 Mouscron
Tel. 056/34 38 38
34 67 98
Fax 056/ 84 20 67

Provincie Luik :

— Centre liégeois d'interventions psychosociales

Centre de Santé Mentale CLIPS

Rue Alex Bouvy, 18
4000 Liège
Tel. 04/341 29 99
Fax 04/341 29 99

— Centre de Santé Mentale de l'AIGS

Rue St Lambert, 84
4040 Herstal
Tel.04/248 48 10
Fax 04/248 48 12

— Service de Santé Mentale- Dispensaire pour adultes

Rue du Centre, 63
4800 Verviers
Tel. 087/22 57 22
Fax 087/22 03 70

Gespecialiseerde gezondheidsteams erkend door de Duitstalige Gemeenschap

Sozial-psychologisches Zentrum

Wiesenbachstrasse 5
4780 St. Vith
Tel. 080/22 76 18
Fax 080/22 96 50

Sozial-psychologisches Zentrum

Schnellewindgasse 2
4700 Eupen
Tel. 087/55 59 31
Fax 087/55 59 49

Bijlage III

Prestatieverbintenis

De heer/mevrouw.....

Ingeschreven te

Adres.....

Telefoon

Momenteel verblijvende te

Adres.....

Telefoon

hierna genoemd de betrokkene

en

De Belgische Staat,

Ministerie van Justitie

vertegenwoordigd door :

Naam.....

Werkadres.....

Telefoon

Bereikbaarheid (permanentie)

hierna genoemd de justitie-assistent

en

Naam organisatie.....

Naam begeleider

Werkadres.....

Telefoon

Bereikbaarheid.....

hierna genoemd de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam,

sluiten volgende overeenkomst :

1. Partijen bevestigen er kennis van te hebben dat de heer/mevrouw..... , in aanmerking komt voor/geniet van alternatieve maatregelen in toepassing van :

1.1. de wet van 31 mei 1888 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling (gewijzigd bij de wet van 5 maart 1998);

1.2. de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

1.3. de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

1.4. de wet van 1 juli 1964 betreffende de bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en gewoontemisdadigers;

1.5. artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering betreffende bemiddeling in strafzaken;

1.6. een voorlopige invrijheidstelling.

(schrappen wat niet past)

voor een periode van

de bijzondere voorwaarden zijn

.....

.....

.....

.....

2. De heer/mevr. werd ontvangen door het gespecialiseerde gezondheidsteam dat besluit tot de zinvolheid van de begeleiding/behandeling.

3. Deze prestatieverbintenis is het resultaat van meerdere contacten tussen de justitie-assistent, de betrokkene en de vertegenwoordiger van het gezondheidsteam en, idealiter, de verantwoordelijke van de intra-penitentiaire psychosociale dienst. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden wordt de informatie die noodzakelijk is om een gepaste begeleiding of behandeling te kunnen verzekeren, ter beschikking gesteld met akkoord van de betrokkene.

In uitvoering van deze bepaling, worden volgende stukken meegedeeld aan het gespecialiseerde gezondheidsteam :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. De justitie-assistent begeleidt de heer/mevr.

bij zijn/haar inspanningen tot (re)integratie in de samenleving, houdt toezicht op de naleving van de voorwaarden en coördineert de verschillende interventies.

5. In een eerste fase, vinden de begeleidings/behandelingssessies plaats met volgende frequentie :

Betrokkene moet zelf de afspraken regelen voor de consultaties. Hij zal niet automatisch worden opgeroepen. Deze afspraken kunnen gewijzigd worden, ook op verzoek van de betrokkene, na een akkoord tussen de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam en de justitie-assistent.

6. De betrokkene ontvangt na elk onderhoud of consultatie een attest (met vermelding van uur en dag) van de begeleidingssessie. Hij maakt dit attest over aan de justitie-assistent.

7. De vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam verklaart zich bereid om een verslag uit te brengen ten behoeve van de justitie-assistent. In het verslag worden onderstaande punten behandeld :

- data en uren van gemaakte afspraken;
- afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;
- eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokkene;
- situaties met een ernstige risico voor derden.

Het eerste verslag wordt bezorgd binnen de maand na de inwerkingtreding van de gestelde begeleidingsvoorwaarden. De daaropvolgende verslagen volgen om de maand en telkens als het nodig is.

8. De justitie-assistent rapporteert aan de bevoegde overheid binnen de maand na de invrijheidstelling en verder telkens die overheid hem hierom verzoekt en tenminste om de 6 maanden.

9. De inhoud van de begeleidings/behandelingssessies valt onder het beroepsgeheim.

10. Ingeval één van de drie partijen een einde wenst te stellen aan deze prestatieverbintenis, is overleg tussen de ondertekenaars noodzakelijk en moet de bevoegde overheid onmiddellijk worden ingelicht. In afwachting van andere afspraken, blijft onderhavige prestatieverbintenis van toepassing, met wijzigingen aangepast aan de situatie, en dit voor een duur van maximum één maand.

11. De betrokkene verbindt zich ertoe de wettelijke voorschriften die hem aangaan te respecteren. De vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam staat niet borg voor het goed gedrag van de betrokkene of voor de niet-herhaling.

Deze verbintenis is opgesteld te op

Namens de bevoegde overheid : Namens het gespecialiseerde gezondheidsteam, De betrokkene,

De justitieassistent